

Budget du Québec 2024-2025 : le mouvement d'action communautaire autonome négligé

Tiohtiá:ke/Montréal, le mercredi 13 mars 2024/Cision - Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) déplore la quasi-absence de mesures de bonification significative pour le financement des organismes d'action communautaire autonome (ACA) au budget 2024-2025.

L'espoir suscité à la sortie du *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2022-2027* n'a pas fait long feu. Alors que le RQ-ACA estime que les investissements supplémentaires nécessaires pour l'ensemble des 4500 organismes se calculent dorénavant en milliards\$, les quelques 82 millions\$ identifiés pour 2024-2025 dans des mesures bien précises sont loin du compte : banques alimentaires 30 M\$; intégration des personnes immigrantes 10 M\$; haltes-garderies 1,3 M; organismes en difficulté dans le domaine de la santé et des services sociaux (santé mentale, déficience, dépendance, etc.) 39 M\$ dont seulement 10 M\$ qui seront déployés dans le programme général.

"L'écart entre les besoins des organismes d'ACA et le financement gouvernemental accordé pour soutenir leurs missions ne cesse de croître", constate Hugo Valiquette, président du RQ-ACA. Encore pire, faute d'indexation du financement à la mission, un grand pan du mouvement voit son financement décroître chaque année.

Dans le contexte social et économique actuel où la population a plus que jamais recours aux services et activités des organismes communautaires, le financement insuffisant se traduit par une surcharge de travail sans espoir de nouvelles embauches et d'amélioration des conditions de travail pour les travailleuses et travailleurs. Il en résulte un exode vers d'autres secteurs d'emploi, augmentant ainsi la charge de travail des équipes en place qui se voient happées dans une spirale sans fin d'épuisement professionnel. Les constats de l'Observatoire de l'ACA sont sans équivoque: 74% des organismes d'ACA font face à des difficultés de rétention du personnel et 80% à des problèmes de recrutement. Que faire alors pour éviter l'hécatombe, si ce n'est d'offrir un meilleur soutien financier à la mission des organismes?

Avec son budget 2024-2025, le gouvernement a malheureusement raté une occasion de corriger la situation, mais nous ne baissons pas les bras. L'augmentation substantielle et l'indexation du financement à la mission, ainsi que les enjeux d'autonomie demeureront au cœur de nos revendications tout comme la consolidation de l'action communautaire autonome par une loi ou un autre levier.

Rappelons que le gouvernement Legault a amputé les finances publiques d'environ 1,8 milliard\$ par année en raison de la diminution de 1% des taux des 2 premiers paliers d'imposition et qu'il prévoit les réduire d'un autre 1,5% d'ici 2032. Indigné par l'accentuation des inégalités sociales et par la détérioration du filet social, le RQ-ACA invite le gouvernement du Québec à plutôt s'appuyer sur une meilleure redistribution de la richesse pour réinvestir dans les services publics et les programmes sociaux ainsi que dans la mission des groupes d'action communautaire autonome.

À propos du RQ-ACA

Le RQ-ACA est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'action communautaire autonome et représente 70 regroupements et organismes nationaux.

Ce sont 4500 organismes, 54 000 travailleurs et travailleuses et 425 000 militant·e·s et bénévoles qui œuvrent depuis plus de 50 ans pour contribuer concrètement à ce que la société québécoise soit plus juste, plus verte et plus inclusive.

– 30 –

Source – Réseau québécois de l'action communautaire autonome

Pour informations et demandes d'entrevues

Camilla Sironi

514-445-8312